

Accords de Bretton Woods—Loi

salaires qui sont déjà très faibles, à l'élimination des subventions alimentaires et à des compressions dans les services sociaux. La mise en oeuvre de cette politique mal vue exige des mesures répressives de sécurité interne qui vont directement à l'encontre du développement. A ce moment-là, nous, assemblés en congrès, avons exhorté le gouvernement fédéral à répondre positivement aux propositions du tiers monde en vue d'une aide immédiate au sujet de l'endettement, comme le remboursement à un taux égal à un plafond de 10 p. 100 des recettes d'exportation, proposé par le président du Pérou, M. Alan Garcia Pérez.

C'est là la proposition, mais la situation actuelle est telle qu'on estime que depuis cinq ou six ans, on a pris aux pays pauvres et moins développés, au titre du remboursement de la dette, quelque 125 milliards de dollars de plus que ce qu'ils ont reçu. Ces pays sont forcés de suivre le programme qui leur est imposé par le Fonds monétaire international et les pays industrialisés d'une façon qui, selon moi, serait intolérable au Canada.

Récemment, le groupe de parlementaires du Canada et du Mexique s'est réuni ici. Nous avons parlé longuement de l'endettement du tiers monde. Nous nous sommes entretenus avec des représentants du parti populaire, le parti au pouvoir depuis 50 ou 60 ans au Mexique, un pays où l'on retrouve une forme inhabituelle de démocratie. Ils nous ont fait comprendre qu'il fallait trouver des solutions. Le Mexique, où le revenu par habitant est plus élevé et l'industrialisation plus poussée que dans beaucoup d'autres pays moins développés, croule sous le poids de sa dette.

Durant le mandat de l'actuel président du Mexique, les salaires réels des travailleurs mexicains ont chuté de 30, 40, voire 50 p. 100. Le taux de chômage et de sous-emploi est effarant. Même dans les régions industrialisées attenantes à la frontière américaine, les travailleurs touchent l'équivalent d'environ 40 ou 50 cents canadiens l'heure. Et c'est un bon salaire comparativement au reste du Mexique.

Hier soir à la maison, j'ai lu un article du *Ottawa Citizen* transmis par le *New York Times Service* qui faisait état de l'inquiétude répandue dans toute l'Amérique latine, dont j'ai eu la confirmation lorsque j'ai rencontré les parlementaires mexicains il y a quelques semaines. Certaines personnes, dont des économistes de différents pays d'Amérique latine, signalent qu'au cours des cinq dernières années cette région a remboursé pour 145 milliards de dettes. Elles affirment que la politique de l'investissement par la croissance préconisée par le FMI a été mise à l'essai dans 28 des 32 pays de l'Amérique latine et des Antilles. Cette politique a donné lieu à des rajustements mais n'a pas stimulé la croissance. Elle n'a pas permis de résoudre les problèmes de ces pays. En fait, c'est le contraire qui s'est produit.

Je vais donner un autre exemple susceptible d'illustrer la gravité du problème. L'autre jour je parlais à une personne de la Jamaïque. Là-bas, à cause des droits de douane, des conditions de vie et d'autres considérations du même genre, une chemise ordinaire pour homme peut coûter 50 ou 60 dollars. Une Datsun d'occasion qui se vendrait 3 000 ou 4 000 dollars

au Canada coûte 10 fois plus cher en Jamaïque. Bien sûr, les revenus là-bas sont beaucoup moins élevés qu'ici. Cela donne une idée des disparités entre les deux pays.

D'après les Latino-Américains, le FMI a émis les quatre commandements que voici: obtenez de bons prix, équilibrez votre budget, libérez votre économie et privatisez. Tout cela à la fois. Je demande à mon collègue de Thunder Bay—Nipigon (M. Epp), au député de Cowichan—Malahat—Les Îles (M. Manly) ou à celui de Spadina (M. Heap), qui sont tous néo-démocrates, de me dire d'où proviennent ces commandements. J'en connais bien la source. Nous les avons entendu prononcer à Washington, par Ronald Reagan, et au Royaume-Uni, par Margaret Thatcher. Ils proviennent également de l'Institut Fraser. Ils sont aussi dans la bouche de tous les gourous de la droite aux États-Unis et au Royaume-Uni.

M. Friesen: Vous oubliez Helmut Kohl.

M. Cassidy: Ce programme a créé énormément de chômage dans le nord du Royaume-Uni. Il a fait des États-Unis le pays le plus endetté du monde. Cette thérapeutique de la droite n'a même pas fonctionné dans les pays développés, mais on l'applique féroce à des pays trop faibles économiquement pour y résister.

Je soulève cette question parce que notre dossier de l'aide au tiers monde est assez bon. Il est sensiblement meilleur que celui des États-Unis dont l'effort par rapport au PNB n'est que la moitié du nôtre. Il est nettement meilleur aussi que celui du Royaume-Uni puisque, en dollars, le Canada consacre plus d'argent à l'aide au développement que ce que Margaret Thatcher et son gouvernement conservateur sont disposés à accorder dans l'ensemble du monde. Quelle honte, de la part d'un pays qui a été investi d'une grande mission internationale pendant si longtemps!

L'an dernier, tant à la Conférence du Commonwealth qu'au Sommet de la francophonie tenu à Québec, le Canada a donné le ton en annulant ou en épongeant des prêts valant des centaines de millions de dollars qu'il avait consentis de gouvernement à des pays de la francophonie et aux pays les plus défavorisés du Commonwealth. Nous avons certes pris les devants sur la scène internationale, mais pas au FMI, car d'après le ministère des Finances il ne semble pas que le gouvernement ait condamné les modalités d'application de ce mécanisme amélioré d'ajustement structurel. En d'autres mots, même si, pour des raisons politiques et autres, il est revenu sur sa détermination d'éponger le déficit à tout prix, même s'il a des arrière-pensées à propos de son programme de privatisation, après avoir constaté que les Canadiens ne veulent pas que l'on privatise Petro-Canada, même s'il revient sur certaines des politiques d'extrême-droite qu'il espérait imposer quand il a pris le pouvoir il y a trois ans et demi pour son premier et dernier mandat de quatre ans, le gouvernement appuie tout de même les Ronald Reagan et Margaret Thatcher quand ces derniers obligent le FMI à forcer les pays défavorisés à faire des efforts, quelles qu'en soient les conséquences pour leurs habitants.